

# Pour une Europe ouverte

**L**ES discours prononcés à Rome par les hommes d'Etat appelés à signer les traités du marché commun et du pool atomique européens comportent une juste part de fierté pour l'œuvre accomplie aussi rapidement et d'hommages aux principaux réalisateurs de l'unification européenne : M. de Gasperi, le comte Sforza, M. Spaak, M. Robert Schuman, auxquels il conviendrait d'ajouter les noms du chancelier Adenauer, de M. Guy Mollet et de M. Jean Monnet.

Mais il est remarquable que le chancelier Adenauer et M. Pineau n'aient pas limité leurs interventions à ces propos convenus. L'un et l'autre ont manifesté un commun souci d'affirmer la volonté de la « Petite Europe » de rester ouverte et de faciliter l'incorporation de nouveaux membres.

★ ★ ★

Le chef du gouvernement allemand ne peut pas ignorer les problèmes posés à un pays déchiré, lorsqu'une seule partie du tout s'incorpore à un ensemble plus vaste. Le parti socialiste lui a d'ailleurs rappelé, le jour même de la signature des traités, que cette « ouverture à l'Est » constitue la condition essentielle de son approbation. Le chancelier Adenauer entend conduire à terme son grand dessein : unir l'Allemagne à l'Occident, de telle sorte que la tentation d'un marchandage avec le bloc communiste pour la réunification ne se réalise pas contre la paix et la liberté. Mais il ne faut pas que la structure européenne mise en place devienne rigide au point de ne pouvoir absorber une éventuelle réunification, et que l'Allemagne se trouve quelque jour placée devant le choix dramatique : unité allemande ou unité européenne. Ce jour-là, en effet, aucun traité, aucune solidarité ne résisterait à la pression du sentiment national.

Poussons plus loin le raisonnement. Dans l'hypothèse où la situation économique et politique des démocraties populaires généraliserait le cas hongrois à l'ensemble de l'Europe orientale, l'Union soviétique n'aurait-elle pas intérêt à admettre une association

entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest dans la mesure où cet ensemble conservera suffisamment d'indépendance vis-à-vis des Etats-Unis et d'ouverture vis-à-vis de la Russie ? Inactuelle dans le présent, cette perspective ne doit pas être définitivement écartée dans l'avenir, car l'Union soviétique ne pourra pas éternellement supporter les charges militaires et économiques que lui imposent ses « colonies » européennes.

★ ★ ★

M. Pineau, pour sa part, a voulu maintenir « l'ouverture à l'Ouest » et rassurer les Etats-Unis en refusant l'autarcie européenne dans le domaine commercial. Plus encore, il désire ne pas décourager les bonnes volontés britanniques. On fait état à Londres d'une éventuelle décision spectaculaire de M. Mac Millan qui pourrait proposer une intégration pure et simple des pays du Commonwealth et de l'Empire, qui l'accepteraient, au marché commun eurafricain.

Il ne faudrait plus alors parler de l'Europe au sens de la géographie. Mais n'y aurait-il pas plus de fidélité à la tradition d'un vieux continent qui n'a prospéré que dans une fonction de carrefour, en constituant une communauté ouverte sur le monde qu'en fermant aux vents du large ce petit cap avancé de l'Asie ?

Une telle entreprise n'irait certes pas sans difficultés. Notre régime économique, en particulier, s'oppose dans ces formes actuelles à une association avec les pays de l'Europe orientale qui ne renonceraient pas toutes leurs structures socialistes. Mais, déjà, l'incorporation des territoires africains nous oblige à réviser nos règles économiques si nous ne voulons pas être accusés de reconstituer un colonialisme à l'échelon européen.

Si les forces politiques européennes se consacrent à la définition d'une économie nouvelle dans les perspectives d'une nouvelle Europe, les obstacles déjà surmontés constituent un gage de nouveaux succès : l'Europe a le choix entre l'administration du passé et la définition de l'avenir.